

**L'origine de cette crise(tte)**

**L'interview d'Alexander De Croo** : Tout part de l'interview du vice-Premier ministre Open VLD dans "La Libre" du week-end dernier. Il revenait sur sa volonté de rendre le système institutionnel belge plus efficace et démocratique en passant par la refédéralisation de certaines compétences et en créant une circonscription électorale fédérale. A la suite de cette "sortie", les Jeunes MR ont voulu embrayer, ont rédigé une lettre ouverte et ont invité plusieurs responsables libéraux à la cosigner. Après la publication dans "La Libre" de vendredi de ce texte appelant à la refédéralisation, les dirigeants de la N-VA ont voulu rappeler au MR qu'il faudra compter avec eux en cas de réforme de l'Etat...

■ La lettre ouverte de décideurs MR appelant à la refédéralisation a provoqué une réaction assez dure de la N-VA.

■ C'était la première fois depuis 2014 que le MR se faisait ainsi "tacler" par son allié au gouvernement fédéral.

## La N-VA recadre les libéraux sur la refédéralisation

**D**urant la guerre froide, les Etats-Unis, détenteurs de la puissance de feu nucléaire, avaient théorisé une manière prudente de répliquer à d'éventuelles attaques ou provocations soviétiques. Il s'agissait d'éviter des représailles massives qui auraient tout détruit. Son nom : la doctrine McNamara ou "doctrine de la riposte graduée". C'est cette doctrine que la N-VA a appliquée vendredi. En réaction à la lettre ouverte de mandataires libéraux appelant à la refédéralisation de certaines compétences, les nationalistes flamands ont envoyé un missile vers le MR, mais sans ogive nucléaire. Le gouvernement Michel ne devrait donc pas tomber en pleine torpeur aotôtienne... C'eût été paradoxal alors que les poids lourds du "kern" viennent de boucler un grand accord estival (le "jobs deal") et de ficeler le budget fédéral pour 2019.

Le communiqué de presse était tout de même destiné à faire mal, à vexer : *"Il est regrettable de devoir constater que le MR perd sa confiance en la Wallonie et ses habitants (en appelant à rapatrier des compétences régionalisées au niveau fédéral, NdlR). Le MR semble penser que les responsables politiques wallons ne sont pas capables de prendre leurs propres défis à bras-le-corps. Quand ils réclament de remettre les soins de santé wallons, leurs propres politiques de mobilité, d'énergie et d'agriculture sous curatelle fédérale, le MR en revient à dire qu'ils ont besoin des Flamands pour mettre de l'ordre en Wallonie."*

**La N-VA ne veut pas "des communistes wallons"**

La réponse de la N-VA, transmise à toutes les rédactions, avait même quelques tournures plus menaçantes : *"Nous nous réjouissons que des membres éminents du MR souhaitent à nouveau débattre de thèmes communautaires et mettent ainsi fin au 'standstill' communautaire. [...] Pour gouverner la Belgique de manière réellement plus efficace, il faudra mener un vrai débat institutionnel, et donc parler de confédéralisme. Car la N-VA n'acceptera jamais qu'une politique flamande de soins de santé, d'enseignement, de mobilité, d'immigration ou de sécurité soit à l'avenir définie par des socialistes ou des communistes wallons. Pour la N-VA, le confédéralisme est la seule solution structurelle."*

Violent, donc, mais mesuré. Les nationalistes voulaient punir les libéraux pour leur audace (*"Un tabou est enfin*

*tombé"*, écrivaient les cosignataires au sujet de la refédéralisation), mais sans engager leur présence au sein de l'exécutif fédéral aux côtés du MR. La preuve : le communiqué est signé par Sander Loones, vice-président de la N-VA, et par Matthias Diependaele, chef de groupe N-VA au parlement flamand. Une réponse apportée par Bart De Wever lui-même ou par son vice-Premier ministre Jan Jambon (tous les deux en vacances) aurait eu une signification plus lourde... A la N-VA, on mesure bien que le MR est un partenaire à préserver, malgré tout. Sans les libéraux francophones, la N-VA n'avait pas d'alliés de l'autre côté de la frontière linguistique pour monter au fédéral. Et le MR sera également nécessaire en 2019 pour lui permettre de se maintenir au pouvoir.

**"Un coup de canif"**

Toutefois, si le plus grand parti de Flandre (et de Belgique) avait accepté en 2014 de mettre les réformes institutionnelles au frigo pour cinq ans afin de mettre la "sucdoïse" sur les rails, il ne faut tout de même pas trop le chatouiller. Un petit rappel idéologique était nécessaire alors que l'on vote en octobre prochain et en mai 2019. Surtout lorsque deux ministres fédéraux – Sophie Wilmès (Budget) et François Bellot (Mobilité) – cosignent la lettre ouverte rédigée à la base par les Jeunes MR. *"C'est un coup de canif au contrat"*, juge un nationaliste flamand à l'égard des deux membres du gouvernement Michel.

**Premier vrai taclé de la N-VA**

C'est en effet l'appui officiel apporté par Wilmès et Bellot à la cause "refédéraliste" qui a choqué les nationalistes flamands. *"Que Christine Defraigne ou les Jeunes MR soutiennent cela, on s'en fiche, explique une source flammingante. François Bellot s'était déjà prononcé en interview sur le retour au fédéral mais le fait qu'il y ait une lettre ouverte, cela a un impact politique plus fort."* D'autant plus que le top du MR avait été mis au courant de la démarche des libéraux... D'où le ton du communiqué des nationalistes. Il s'agissait du premier du genre depuis le début de la législature. La N-VA n'avait jamais "taclé" le partenaire MR à ce point.

Frédéric Chardon

## Le MR reste divisé sur l'avenir institutionnel belge, le débat est reporté à 2019

La lettre ouverte cosignée par plusieurs mandataires libéraux sur la refédéralisation ne doit pas masquer la réalité : le MR n'a pas une doctrine claire et univoque sur les réformes institutionnelles. Certains, comme Sophie Wilmes, François Bellot ou Christine Defraigne, estiment en effet que l'on a régionalisé avec un manque flagrant de bon sens. Ils sont sur la même ligne que le vice-Premier ministre Open VLD, Alexander De Croo.

**"Une Belgique à quatre Régions"**

D'autres, au contraire, pensent que l'avenir de la Belgique doit reposer sur

des Régions plus fortes encore. C'est le cas du ministre wallon de l'Énergie, Jean-Luc Crucke. *"Est-ce que j'aurais pu signer cette lettre ouverte ? Sûrement pas, en aucun cas, je ne partage absolument pas ce point de vue sur la refédéralisation, tranche-t-il d'emblée. Le modèle que je défends, c'est une Belgique avec quatre Régions fortes, dont la Région germanophone. Plutôt que de lancer des brûlots communautaires, il faut être très prudent. Le fait qu'il n'y a pas d'évolution dans les institutions justement. C'est un gouvernement socio-économique, c'est déjà pas mal comme chantier et cela se*

*passé bien."*

S'il fallait réformer des institutions, estime encore Jean-Luc Crucke, c'est au sein de l'espace francophone qu'il faut chercher. *"Il y a une piste que l'on peut suivre : la simplification institutionnelle. Faisons d'abord le travail chez nous avec la suppression des provinces et le transfert des compétences de la Fédération Wallonie-Bruxelles vers les Régions afin qu'elles puissent assumer totalement leurs responsabilités."*

**Chastel temporise**

Du côté d'Olivier Chastel, président du MR, on temporise. Vis-à-vis de la

N-VA comme vis-à-vis des points de vue divergents exprimés "en interne". *"L'heure n'est pas aux discussions institutionnelles, explique-t-il. Elles n'ont pas été au centre des discussions au cours de cette législature et ne le seront avant son terme. Le programme général du MR sera débattu début 2019 en vue des élections du mois de mai. Le chapitre institutionnel et toutes les mesures permettant d'améliorer l'efficacité des institutions seront abordés à cette occasion."* Régionalistes, fédéralistes et "refédéralistes" libéraux devront donc prendre leur mal en patience : la réorganisation de la Belgique et la nécessité d'une sep-

tième réforme de l'Etat ne seront pas examinées maintenant. Pas publiquement, en tout cas.

Reste qu'au MR, la volonté est de reconduire le gouvernement Michel pour une nouvelle législature sans préoccupations communautaires, afin de poursuivre les réformes socio-économiques que les libéraux estiment nécessaires. La N-VA, sachant qu'elle n'aura pas la majorité en 2019 pour faire évoluer le modèle vers le confédéralisme, se prépare d'ailleurs à devoir laisser son programme institutionnel au frigo pour cinq ans de plus.

F. C.

*"Le bal de l'hypocrisie continue. La 6<sup>e</sup> réforme de l'Etat allait être si bénéfique aux citoyens, qu'ils disaient, tous ceux qui ont fait basculer la Belgique vers le néant du confédéralisme. Et aujourd'hui le MR permet à la N-VA de vider ce qui reste de l'Etat belge."*

**Olivier Maingain**  
Président de Défi

*"Le cœur du débat c'est comment être beaucoup plus efficace en politique. Refédéraliser ? Pourquoi pas ! Depuis 10 ans je ne cesse de dire que 9 ministres de la santé, c'est 9 fois trop. Mobilité, environnement, climat, énergie, même constat. Tout le monde est compétent mais personne n'est responsable."*

**Catherine Fonck**

Cheffe de groupe CDH à la Chambre

*"Le modèle que je défends, c'est une Belgique avec quatre Régions fortes. [...] Faisons d'abord le travail chez nous avec la suppression des provinces et le transfert des compétences de la Fédération Wallonie-Bruxelles vers les Régions afin qu'elles puissent assumer totalement leurs responsabilités."*

**Jean-Luc Crucke**  
Ministre wallon du Budget (MR)

*"L'heure n'est pas aux discussions institutionnelles. Le programme général du MR sera débattu début 2019. Le chapitre institutionnel et toutes les mesures permettant d'améliorer l'efficacité des institutions seront abordés à cette occasion."*

**Olivier Chastel**  
Président du MR

*"Qui sème le statu quo communautaire, récolte la refédéralisation..."*

**Hendrik Vuyse**  
Député fédéral (indépendant, ex-chef de groupe N-VA)